

Luttes pour l'université : quelles suites pour la recherche et les formations ?

Stéphane Bonnéry

Le mouvement universitaire de fin 2007 semble s'essouffler dans ses formes de mobilisation active mais des formes de riposte s'inscrivant dans la durée paraissent s'esquisser. Il s'agit moins ici de faire un « bilan » que de tirer quelques enseignements qui pourraient être utiles pour la suite. Car, quelles que soient les formes, de toute évidence, le débat ne va pas s'arrêter là quant aux choix pour l'université, pour la recherche, pour l'enseignement supérieur et pour les formations professionnelles. Au contraire la réforme votée, au service du capital, va encore aviver les contradictions qui travaillent en profondeur l'évolution de l'université.

La mobilisation universitaire de la fin 2007 : questions mises au grand jour et impasses

Concernant l'implication des enseignants, chercheurs et personnels non enseignants, elle a été très inégale selon les établissements, les filières et les contextes locaux. Elle a été trop tardive et pas assez massive pour renverser la vapeur dans un contexte difficile (début de mandat présidentiel...). Pour autant, elle existe d'une manière qui n'avait pas été aussi « transversale » à la profession depuis longtemps¹ et la préoccupation semble durable quant à l'avenir de l'université : après la prise de position de nombreux conseils d'université en juin soit contre l'esprit de la loi soit contre l'imposition autoritaire de celle-ci, des textes, d'origines diverses, ont été publiés et continuent à l'être régulièrement. Des manifestations sont annoncées pour janvier, des journées rassemblant la profession et au-delà ont été organisées² et continuent à être programmées, les pétitions continuent à recueillir des signatures en nombre presque record pour le milieu.

Déjà un premier constat s'impose : face à l'offensive idéologique de la droite qui, a su très bien prendre en compte les défaillances du système actuel pour proposer des logiques au service du capitalisme, l'idée que le statu quo conduit dans l'impasse à muri. Cela ne suffit pas à faire émerger une perspective, une proposition alternative suffisamment élaborée qui manque cruellement pour gagner la bataille, mais c'est un point d'appui décisif pour la suite.

Les statuts et la vie démocratique dans l'Université, mis en débat

Les modes de recrutement actuels des enseignants-chercheurs sont loin d'être satisfaisants et appellent une profonde transformation. Mais les réformes, s'appuyant sur ce constat

¹ Le mouvement « sauvons la recherche » était largement impulsé par les « chefs » de laboratoires, assez étrangers à des pans entiers de la recherche (Lettres, arts, sciences humaines et sociales, économie, gestion...).

² Par ex. la journée « Université critique » du 1^{er} décembre à Saint-Denis (<http://opinions.lmd.p8.free.fr/p8autrement/index.php>) ou la conférence débat sur la LRU rassemblant le 5/12/07 à Saint-Denis le président de l'Université Paris 8, la présidente de la CPCNU, le secrétaire général du SNESup, le président de SLR, et la vice-présidente de l'UNEF.

proposent des solutions qui aggravent le clientélisme et le localisme en remettant l'essentiel du rôle de recrutement dans les mains du président de chaque université. En supprimant les instances de recrutement collégiales dans chaque discipline scientifique dans lesquelles, malgré leurs défauts, les arguments scientifiques étaient centraux, celui-ci est promu en manager en charge d'orienter et d'adapter la recherche et la formation sous la pression des logiques de rentabilité promues tant par l'Etat que par la soumission croissante de l'université aux exigences patronales.. Sur ce point comme sur les autres, le mouvement n'a pas obtenu satisfaction mais la colère continue à monter, et pourrait se traduire en actes de luttes au moment de ses premières applications.

La conscience des risques que les choix de la recherche et des formations soient mis sous tutelle des profits à court terme et des intérêts du patronat est montée dans le débat public. Néanmoins, le débat a aussi été contradictoire entre l'idée « il faut réclamer de l'argent, parce qu'il y en a, point » et celle « il faut proposer une transformation du financement public, taxer les profits, etc. donc être force de proposition ». Faute d'avoir pu faire émerger une perspective partagée largement, le mouvement n'a pas obtenu de moyens supplémentaires. Le « milliard » annoncé par V. Pécresse n'est qu'un effet d'annonce car il ne correspond qu'à un rattrapage de dépenses engagées que l'Etat n'avait pas réglées (crédits de paiement de constructions déjà réalisées, règlement des évolutions de la masse salariale en poste) et aux dépenses nouvelles liées au renchérissement du crédit. Autrement dit, ce milliard ne sert qu'à régler les dettes de l'Etat, aucun financement nouveau n'est dégagé. Les annonces médiatiques d'un milliard de plus par an jusqu'en 2012 procèdent de la même manipulation.

Articuler les exigences sociales des étudiants et les finalités de l'université

Chez les étudiants, des enseignements sont aussi à tirer de la « coupure » entre les organisations et étudiants non-organisés qui se sont mobilisés dans le mouvement, d'une part, et l'UNEF, d'autre part, qui a considéré que la LRU n'était pas l'affaire des étudiants. Celle-ci a préféré focaliser sur les revendications liées à l'aide sociale, étrangement comme si celles-ci étaient disjointes du risque que les réductions de financement national ne conduisent notamment à l'augmentation des frais d'inscription.

Au-delà du mouvement étudiant, une difficulté se pose plus généralement : celle de la disjonction entre les revendications sociales concrètes et la lutte plus générale (dite « sociétale ») d'une façon qui pose problème parce qu'elle entérine la dichotomie) affaiblissant le combat contre les logiques capitalistes l'éducation et de la recherche.

L'impasse provisoire à laquelle s'est heurtée cette lutte tient en partie à la faiblesse des analyses et des perspectives proposées comme alternative. De même on retrouve une certaine coupure entre les postures de simple résistance (tenace mais, faute de contrepropositions, relativement impuissante à mobiliser largement, ouvrant la voie au fatalisme) et une posture d'accompagnement des réformes pour les aménager à la marge. Dans cette bataille comme dans d'autres, l'effacement relatif du PCF en tant qu'intervenant collectif dans le débat accentue cette dichotomie.

Pourtant, la base sociale de son intervention est apparue présente dans les discussions : quand le débat s'est noué, les risques d'inégalités de financement, donc de pénalisation de la qualité des formations sont très vite perçus comme le fait qu'il s'agit d'une réforme de

classe. Mais la mobilisation a été relativement faible même dans les contextes locaux favorables. Par exemple, les modes d'organisation élitiste reposant sur des stratégies minoritaires³ ont compliqué la mobilisation active du plus grand nombre. Même là où la mobilisation a pris le plus d'ampleur, on a pu noter une relative incapacité à faire s'exprimer le plus grand nombre d'étudiants et de personnels sur l'esprit de la loi, frilosité qui a laissé la main au débat étriqué « pour ou contre les piquets de blocage ».

On voit ici la stérilité des simples volontés de « faire ensemble entre les plus initiés des organisations militantes » sans contenus transformateurs mis à disposition d'un rassemblement du plus grand nombre. Des initiatives politiques de riposte pour construire un mouvement majoritaire articulant dénonciation des réformes (la LRU mais pas uniquement, on va y revenir) et portée d'une perspective deviennent indispensables pour faire face au débat et aux futurs rebonds des luttes. L'intervention communiste semble à ce titre nécessaire d'une manière qui dépasse l'intervention locale de chaque militant.

Au-delà de la LRU...

Au vu du mouvement contre la LRU, d'autres chantiers du gouvernement ont vu leur annonce retardée. Qu'en est-il du plan en faveur de la « réussite des étudiants » annoncé avec un volet « aide sociale » ? À moyens constants, on ne peut qu'être inquiet : on déjà vu fleurir des ballons d'essai dans la presse d'universitaires proches du pouvoir, qui proposent des formules proches des emprunts étudiants.

Quant au volet plus « pédagogique », c'est comme le reste, si ce n'est plus, une vraie question. Mais les échos de couloirs semblent inquiétants.

En attendant les annonces officielles on ne peut que constater plusieurs phénomènes:

Les annonces de « tutorat » semblent fragiles quand des recherches montrent, de l'école primaire à l'université, que ces dispositifs permettent de maintenir à flot les élèves et étudiants « à la limite » (qui ont conscience de leurs difficultés, qui sont mobilisés pour les surmonter, et réussiraient probablement de toute façon dans une durée d'études légèrement supérieure à la moyenne) mais sont inefficaces pour les étudiants qui arrivent à l'université sans aucune connaissance des exigences du travail universitaire. Un réel chantier de transformation progressiste de l'ensemble du système scolaire et des cycles universitaires est indispensable.

Si nombre d'universitaires ne sont pas toujours aussi disponibles que les étudiants le souhaiteraient, à juste titre, comment imaginer qu'ils vont l'être davantage quand, en plus de leur mi-temps d'enseignement et de leur mi-temps de recherche, il vont devoir « travailler plus » pour quémander des financements de recherche et de formation auprès du privé ? Depuis quelques années, cette logique de financement sur contrats, plutôt que sur fonctionnement, grandit et pénalise aussi bien la fonction enseignante que celle de chercheur. Tous les quatre ans, chaque responsable de formation (il y en a beaucoup dans chaque UFR) et de laboratoire passe entre 6 mois et un an à monter un dossier d'habilitation du diplôme ou du laboratoire, ce à quoi s'ajoutent les évaluations intermédiaires, les recherches de financement sur contrat qui sont autant de temps passé à

³ Dans certains endroits, il fallait assister à 8h d'AG pour savoir si, peut-être, on allait décider d'une action secrète... modalité démobilisatrice pour la plupart des personnels et étudiants, surtout pour les étudiants salariés et pour ceux qui ont le moins d'habitude des luttes sociales.

faire autre chose que son mi-temps d'enseignement et son mi-temps de recherche. Tout ça au nom de l'efficacité, de la rentabilité et de la performance !!!

Avec la réforme LRU, le président de l'Université aurait le pouvoir de dispenser de cours un enseignant-chercheur « rentable » pour attirer les financements privés. Autrement dit : les étudiants ne profiteraient pas de sa présence et de son expérience des recherches en cours. Par contre, les enseignants-chercheurs insuffisamment « rentables » pour attirer les capitaux seraient amenés à faire davantage d'enseignement, cette fonction étant de fait désignée comme inférieure, voire comme une punition. Il va falloir expliquer comment ces choix vont améliorer la réussite étudiante...

... les choix pour l'Université au coeur de projets de société contradictoires.

Les transformations des formations universitaires, et notamment du premier cycle de licence, sont un enjeu majeur non seulement pour l'avenir de l'université mais aussi pour la société. En effet, c'est un chantier décisif qu'engage la droite pour faire adapter le salariat capitaliste aux exigences de profit dans les prochaines années.

Ce n'est pas rien que le gouvernement, comme le MEDEF, insiste sur l'annonce de l'objectif « 50% au niveau licence ». Cela pose bien le risque d'une fracture accrue de la population en deux : quelles conséquences pour ceux qui n'atteindraient pas le niveau ?

Mais au-delà, des contradictions se dessinent y compris pour les 50% de licenciés concernés. En effet, cet enjeu étant posé essentiellement sous l'angle des « débouchés » au regard de la situation à court terme du marché de l'emploi et des besoins capitalistes, les réformes laissent dans l'ombre les logiques qui les pilotent et qu'on ne fera que lister ici.

Les risques d'emprise du patronat sur les choix de formation sont un enjeu de premier ordre : comment conduire la moitié d'une génération au niveau bac +3 pour les rendre davantage « rentables », pour qu'ils soient des créateurs potentiels d'inventions qui permettent de développer des « créneaux porteurs », sources de profits, sans pour autant développer des capacités critiques, de liberté de pensée, afin d'avoir la main mise sur leur production et leur créativité ?

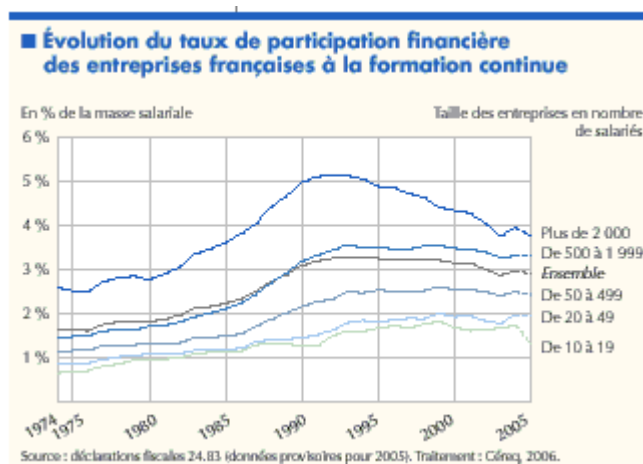
Afin de les rémunérer le moins possible également : on doit d'ailleurs pointer le vocabulaire employé. Les décideurs parlent de « niveau » licence, pas de diplôme, dans la continuité des réformes LMD⁴ et des logiques des politiques européennes (Lisbonne...) et internationales. La construction de cursus au niveau L permet au patronat de situer le niveau d'exigences, tout en avançant sur l'idée de « parcours » individualisés qui contrarient la reconnaissance dans un même diplôme, donc dans des intérêts communs des futurs salariés.

On voit comment sont dévoyés les aspirations à choisir sa formation et le besoin incontournable de saisir pleinement les questions en jeu et leurs contradictions plutôt que de se contenter d'être sur la défensive.

De fait, ces batailles sur la formation ne sont pas l'affaire des seuls étudiants et universitaires. Elles concernent tous les salariés. À assez court terme d'abord : maintenant que les diplômes à bac+2 et bac+4 sont en voie de disparition, que vont devenir les conventions collectives du privé et les grilles salariales du public basées sur ces « diplômes » quand les « niveaux de sortie » sont à bac+3 et bac+5 ?

⁴Licence, Maitrise, Doctorat

Mais à d'autres niveaux aussi, avec l'enjeu de la mise en place du DIF (droit individuel à la formation). On sait⁵ que les entreprises dépensent moins pour la formation professionnelle depuis 15 ans, surtout les plus grosses ! Si elles permettent à plus de monde d'en bénéficier, c'est sur des formations plus courtes, moins chères, moins diplômantes et qui limitent la formation aux besoins à court terme de l'employeur plutôt qu'à une évolution professionnelle du salarié. Les graphiques suivants tirés de la même note du Cereq, le montrent précisément :



Est-ce dans ce sens là que le gouvernement veut « professionnaliser » les formations universitaires ? Le débat sur le rapport entre formation universitaire et formation professionnelle ne peut se contenter ni de se soumettre à ces logiques, ni d'éviter le débat dans une logique défensive.

Autant de chantiers de riposte pour lesquels on ne va pas pouvoir se contenter de résister au coup par coup, de reculer de tranchée en tranchée : des perspectives sont à développer à partir d'analyses rigoureuses qui ne se contentent pas de réagir à l'actualité médiatique, mais se saisissent des points de contradictions et donnent prises sur des choix possibles.

⁵ Source : *Cereq-bref*, n°235, novembre 2006. (Le Cereq est menacé de disparition dans les suites des réformes de la recherche...)